

## Comment la fermeture de l'USAID va affecter l'allocation de l'aide publique au développement mondiale

Matthieu BOUSSICHAS, Bruno CABRILLAC, Clara PUGNET

- Matthieu BOUSSICHAS, Chargé de programme, Ferdi
- Bruno CABRILLAC, Directeur général, Ferdi
- Clara PUGNET, Assistante de recherche, Ferdi

Un des premiers décrets exécutifs signés par le Président Trump lors de son second mandat a suspendu pour 90 jours les opérations de l'Agence américaine pour le développement international, l'USAID. Le 23 février 2025, le Gouvernement américain a mis en congé administratif la quasi-totalité du personnel de l'USAID et le Secrétaire d'État Marco Rubio, nommé administrateur de l'Agence le 3 février, a annoncé, le 10 mars, la suppression de 83% des programmes gérés par l'agence et le licenciement de la très grande majorité des agents. . . . / . . .

.../. ... Le reste des programmes sera géré directement par le Département d'État. Enfin, le 22 avril, le Président Trump a annoncé la fermeture de la *Millennium Challenge Corporation* (MCC), une autre agence fédérale, en charge de la gestion d'un fonds pour la croissance et la réduction de la pauvreté dans les pays émergents et en développement, le *Millennium Challenge Account* (MCA).

Ces décisions, si elles sont validées par le Congrès et si elles ne sont pas annulées par la justice, mettent fin, d'une part à une agence indépendante (USAID) créée en 1961 par le Président Kennedy, dans un contexte de guerre froide pour conforter l'influence (le soft power) américaine et d'autre part à une agence également indépendante (MCC) créée en 2004 par le Président Bush, dans un contexte de rivalité croissante avec la Chine dans les pays en développement. Depuis sa création, l'USAID est intervenue dans presque tous les pays émergents et en développement, y compris en Russie (jusqu'en 2012). Financée par des crédits budgétaires de l'État fédéral, l'USAID intervenait uniquement sous formes de dons. Le montant des autorisations d'engagements annuels a dépassé 23 milliards d'USD en moyenne depuis le début du siècle et 44 milliards d'USD pour l'année budgétaire 2024/2025 (source : USAID). Également financée par les crédits budgétaires de l'État américain à hauteur de 937 millions d'USD pour l'année budgétaire 2025, en net recul par rapport à l'année précédente (1,1 milliard d'USD) et intervenant exclusivement par des dons, la MCC est intervenue dans 51 pays depuis sa création, le nombre de pays éligibles sur la base de critères qu'elle détermine elle-même étant lui-même limité (un peu plus d'une vingtaine en 2025). Elle avait, début 2025, des opérations en cours ou signées dans 20 pays, essentiellement en Afrique subsaharienne et pour la plupart consacrées au financement d'infrastructures (source : MCC).

Alors que la communauté internationale se réunit à Séville début juillet pour discuter du délicat financement du développement, en particulier celui des pays pauvres et vulnérables, les annonces américaines complexifient encore plus son équation. Le Center for Global Development (CGDEV) estime qu'entre 24 % et 53 % des autorisations

d'engagement de l'USAID sont ou seront annulées (avec une évaluation médiane à 34 %)<sup>1</sup>. L'ampleur de ces coupes budgétaires pourrait aller jusqu'à 23 milliards d'USD selon les chiffres de l'USAID. Ramené en base comparable, les coupes pourraient représenter 10 % de l'aide publique au développement (APD) totale consentie par les membres du CAD en 2023<sup>2</sup>, ce qui invite à analyser ses effets sur l'allocation géographique et sectorielle de l'APD, en particulier pour les pays pauvres et vulnérables.

## ► De potentielles conséquences majeures pour les pays pauvres et vulnérables

### Les priorités géographiques de l'USAID étaient d'abord dictées par la géopolitique

Ainsi, en 2023, un tiers des engagements et des déboursements de l'USAID en équivalent dons, soit plus de 11 milliards d'USD, est dirigé vers l'Ukraine. La forte montée de l'APD du CAD à l'Ukraine depuis le début de la guerre est en large partie due aux flux de l'USAID. Le 3<sup>e</sup> pays bénéficiaire des flux de l'USAID (pour 1,2 milliard d'USD), la Jordanie, est également un pays à revenu intermédiaire, proche des États-Unis et d'une zone de conflit. Par le passé, le Vietnam, l'Irak ou l'Afghanistan ont absorbé une part significative des flux de l'USAID. L'Afghanistan restait d'ailleurs le 5<sup>e</sup> récipiendaire des flux de l'USAID en 2023 (1,1 milliard d'USD de déboursements, soit 3 % du total)<sup>3</sup>. Pour des raisons géopolitiques, l'aide américaine à l'Ukraine comme celle à l'Afghanistan étaient de toute manière appelées respectivement à diminuer et à disparaître. Il n'en reste pas moins que la corrélation entre l'allocation géographique des versements de l'USAID et la présence de forces américaines est forte sur le long terme (Spear, 2016).

1. Kenny et Sandefur (2025a).

2. L'aide publique au développement provenant des pays du CAD vers les pays en développement s'estime à 223,7 milliards d'USD en 2023, selon les données de l'OCDE. Les décaissements de l'USAID et du MCC en équivalents dons ont représenté 17 % de ce montant.

3. En 2023, l'USAID a décaissé au total près de 38 milliards de dollars USD tout pays et régions bénéficiaires confondus (166) et près de 32 milliards de dollars USD pour les 142 pays financés, soit 84 % du total décaissé.

**Tableau 1.** APD annuelle reçue par les 5 premiers bénéficiaires de l'USAID entre 2021 et 2023 (milliards d'USD)

Pays bénéficiaires de l'USAID	Équivalent dons
Ukraine	6,93
Éthiopie	1,42
Jordanie	0,85
République démocratique du Congo	0,72
Yémen	0,66

**Source:** CRS 2023 ; 2022 ; 2021 (OCDE). Moyenne des flux perçus par les pays bénéficiaires sur les trois dernières années (2023,2022,2021). Les prix sont exprimés en milliards d'USD à prix constants (base 2023). Pour l'aide américaine, l'équivalent-don est très proche de l'APD versée, les prêts ne représentant que 0,5% par an, en moyenne pour l'USAID et 1% pour le MCC.

Doit-on en conclure que l'allocation géographique de l'APD/CAD, dans son ensemble compte tenu de l'importance des flux de l'USAID, sera désormais moins dépendante de la stratégie géopolitique américaine ? C'est *a priori* une conclusion hâtive dans la mesure où la suppression de l'USAID est officiellement justifiée par, notamment, un alignement insuffisant de ses opérations sur les intérêts des États-Unis. Comme l'administration américaine l'a exprimé à plusieurs reprises, les intérêts géopolitiques se confondent de plus en plus avec les intérêts géoéconomiques, notamment en ce qui concerne l'accès aux matières premières. Les cas de l'Ukraine ou de la République démocratique du Congo (RDC) sont, à cet égard, emblématiques. Ainsi, si l'aide américaine venait à redémarrer, sous une autre forme et avec de nouvelles cibles géographiques, elle viserait probablement encore plus des pays liés à ses intérêts géopolitiques.

Toutefois, la décision de l'administration Trump peut aussi refléter une moindre appétence pour utiliser l'APD dans le cadre de sa diplomatie, voire des doutes sur l'efficacité géopolitique de cet instrument<sup>4</sup>. La fermeture des opérations menées par le MCC semble étayer cette hypothèse. La liste des pays éligibles est en effet déterminée de manière transparente sur une base d'une batterie d'indicateurs de gouvernance censée refléter l'efficacité de

l'investissement public pour garantir la réduction de la pauvreté par l'accélération de la croissance. Bien que cette méthode semble garantir la primauté du critère de l'efficacité de l'aide, elle n'élimine pas les objectifs géopolitiques, les indicateurs choisis reflétant également une convergence avec le « consensus de Washington ». C'est donc bien à la promotion du modèle américain par l'APD que paraît renoncer l'administration américaine. Il serait toutefois surprenant que, dans un contexte de renforcement de la rivalité géostratégique avec la Chine, les États-Unis renoncent à utiliser l'arme du financement des infrastructures (cf. Infra).

### Les PMA et l'Afrique subsaharienne (ASS), une autre focale des financements de l'USAID et du MCC

En 2023, les flux de l'USAID vers les PMA ont atteint 9,8 milliards d'USD en engagements et 11,5 milliards d'USD en décaissements, soit respectivement 26% et 30% des financements de l'USAID. Les flux vers l'ASS ont atteint 10,3 milliards d'USD (engagements) et 11,4 milliards d'USD (décaissements), soit respectivement 27% et 30% des montants totaux. Les recoupements entre les deux ensembles sont évidemment importants. Les flux sont concentrés sur les PMA d'ASS. Ainsi, 5 pays d'ASS concentrent 43% des engagements vers les PMA en 2023 : la RDC, l'Éthiopie, la Somalie, le Soudan du Sud et le Mozambique. Ce dernier pays ainsi que le Sénégal, le Niger et le Bénin, qui reçoivent des flux significatifs de l'USAID, sont aussi des pays où le MCC a des opérations importantes.

4. La littérature montre à ce sujet que la conditionnalité politique, axée sur les résultats, exercée jusqu'alors par le MCC peut fonctionner mais qu'elle rencontre néanmoins des difficultés de mise en œuvre ; son efficacité se heurte notamment à une « concurrence » accrue de la Chine dont la conditionnalité est très différente (Guillaumont *et al.*, 2023).

**Tableau 2.** APD annuelle reçue par les 10 premiers PMA bénéficiaires de l’USAID et du MCC entre 2021 et 2023 (millions d’USD)

Pays bénéficiaires de l’USAID	Équivalent dons	Pays bénéficiaires du MCC	Équivalent dons
Éthiopie	1417	Bénin	103
Yémen	925	Niger	99
République démocratique du Congo	907	Sénégal	33
Afghanistan	882	Sierra Leone	7
Soudan du Sud	812	Népal	6
Somalie	672	Libéria	6
Soudan	551	Lesotho	6
Ouganda	470	Malawi	5
Mozambique	400	Togo	3
Tanzanie	275	Timor-Leste	3

**Source :** CRS 2023 ; 2022 ; 2021 (OCDE). Moyenne des flux perçus par les pays bénéficiaires sur les trois dernières années (2023,2022,2021). Les prix sont exprimés en millions d’USD à prix constants (base 2023).

Les pays les plus directement affectés par la réduction de l’APD américaine, en dehors de l’Ukraine, de la Jordanie et de l’Afghanistan sont donc des PMA d’ASS. *De facto*, les données publiées par le CGDEV confirment que la réduction des financements de l’USAID en proportion du revenu national brut (RNB) des pays receveurs est la plus élevée pour les PMA d’ASS<sup>5</sup>. De même, la carte ci-après montre que certains pays d’ASS pourraient être d’autant plus vulnérables aux coupes budgétaires américaines dans la mesure où ils reçoivent à la fois une part importante des flux de l’USAID et une aide par habitant élevée (59 USD d’APD/hab perçue pour 653 millions d’USD d’APD versée par l’USAID dans le cas du Soudan du Sud en 2023). Néanmoins, les pays les plus fragiles – comme précisément le Soudan du Sud, la Somalie et peut-être l’Éthiopie – seront en partie épargnés car les programmes purement humanitaires, qui constituent une très grande partie des interventions dans ces géographies, ont plus de chance d’être maintenus. Les pays riches en ressources naturelles, comme la RDC, pourraient également, pour cette raison, tirer leur épingle du jeu. Finalement, ce sont des PMA d’ASS moins fragiles, même s’ils restent vulnérables, et bénéficiant également de programmes du MCC – comme le Mozambique, le Niger, le Sénégal – qui pourraient être les plus

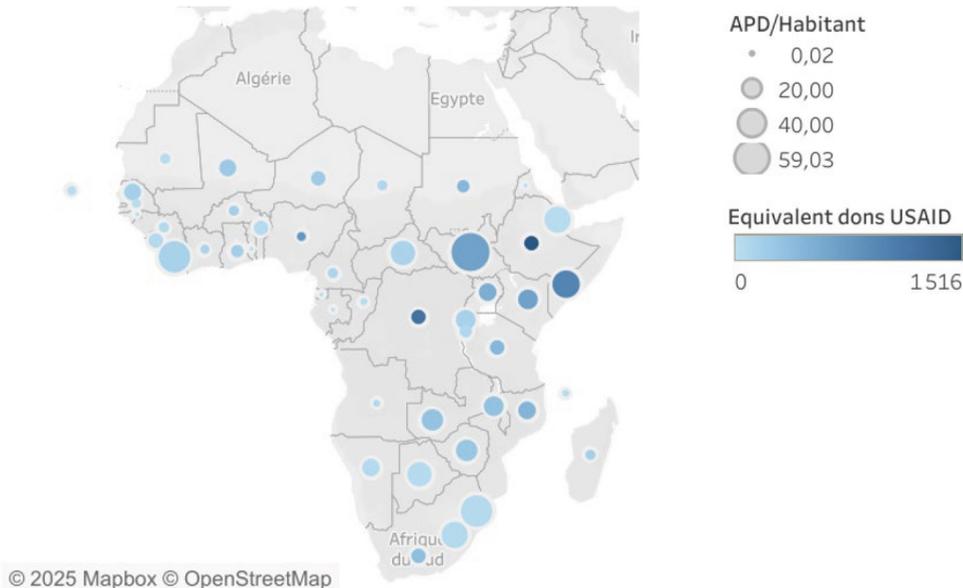
touchés. Des économies plus avancées, toujours en ASS, comme le Kenya ou le Nigéria devraient également être affectées.

### L’aide humanitaire, secteur clé de l’aide US : touchée mais pas coulée ?

Les coupes budgétaires seront ressenties à l’échelle mondiale, indépendamment des secteurs sociaux et économiques (Ruth, 2025). En effet, l’USAID est un acteur clé de l’aide humanitaire, notamment des interventions d’urgence. En 2023, elle avait déboursé 10,1 milliards d’USD à ce titre, soit 27% des flux de l’USAID et 5,7% des flux d’APD/CAD à ce titre. Les interventions d’urgence constituaient 55% des déboursés de l’USAID à destination des PMA en 2023 (6,3 milliards d’USD) et 46% des déboursés vers les pays d’ASS (5,2 milliards d’USD). Toutefois, le CGDEV estime que 80% des crédits d’aide humanitaire devraient être préservés. Au-delà de cette estimation et sans sous-estimer la profondeur des ruptures dans la pratique et la philosophie de l’aide américaine, il est difficile d’imaginer que les États-Unis réduisent drastiquement leur responsabilité et leur engagement dans l’aide humanitaire, notamment en cas de catastrophe majeure. Les déclarations du Secrétaire d’État américain, Marco Rubio en février 2025 le laissent présager : « *Est ce que les gens vont mourir de faim ? Est ce qu’il va y avoir une famine ?*

5. Kenny et Sandefur (2025b).

**Graphique 1.** Carte de l'APD versée en 2023 par l'USAID en Afrique subsaharienne par rapport à l'APD/habitant (millions d'USD)



**Source :** carte réalisée sur Tableau Public, avec les données du CRS 2023 (OCDE) et du United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2024). L'APD/habitant équivaut à l'APD versée à prix constants par les États-Unis selon les données SNPC du CAD de l'OCDE, et les données de populations des Nations unies.

*Est-ce que cela va déstabiliser un pays d'une manière qui pourrait nuire à nos intérêts nationaux et ouvrir la porte à des djihadistes radicaux ou à d'autres qui en tireraient avantage ? Dans ce cas, nous continuerons à agir»<sup>6</sup>. Néanmoins, et comme le souligne Leal (2025), le recul de l'aide humanitaire pourrait avoir pour conséquence d'exacerber les crises humanitaires, ainsi que la stabilité et la paix, à long terme.*

### Les pays fragiles en conflit, les plus affectés ?

L'aide américaine, notamment celle de l'USAID est essentiellement allouée aux pays en conflit ou fragiles. En 2023, le financement de l'aide américaine dans les pays en conflits représente 11% de l'APD totale et l'USAID représente, à elle seule, 94% du total de l'aide américaine allouée aux pays en conflits (cf. **Annexe**) et 58%<sup>7</sup> de l'aide versée, tout pays et régions confondues. Même s'il s'agit en large partie d'aide humanitaire, la substitution d'autres bailleurs

sera problématique. Travailler dans cet environnement est en effet délicat et non inscrit dans la pratique des donateurs bilatéraux et encore moins multilatéraux, malgré les progrès réalisés au cours des deux dernières décennies.

### ► Le redéploiement de l'aide américaine devrait réduire les montants et l'efficacité de l'APD mondiale

Quelles pourraient être les réactions des autres donateurs aux décisions américaines. Il y a ici deux scénarios opposés : (i) un scénario de substitution, selon lequel d'autres donateurs vont au moins partiellement prendre le relais en accroissant leur effort et (ii) un scénario d'effet boule de neige selon lequel les autres donateurs vont suivre la direction des décisions américaines de réduction mais aussi de redéploiement.

6. Fortinsky (2025). Voir : <https://thehill.com/homenews/administration/5137300-marco-rubio-dumb-foreign-aid/>.

7. 58% des 38 milliards versés par l'USAID au total dans le monde.

**Tableau 3.** APD annuelle reçue par les 10 premiers pays en conflits\* bénéficiaires de l'USAID entre 2021 et 2023 (milliards d'USD)

Pays en conflits bénéficiaires de l'USAID	Équivalent dons
Ukraine	6,93
Éthiopie	1,42
Yémen	0,93
République démocratique du Congo	0,91
Afghanistan	0,88
Soudan du Sud	0,81
République arabe syrienne	0,81
Nigéria	0,73
Somalie	0,67
Soudan	0,41

**Source :** CRS 2023 ; 2022 ; 2021 (OCDE). Moyenne des flux perçus par les pays en conflits bénéficiaires sur les trois dernières années (2023, 2022, 2021). Les prix sont exprimés en milliards d'USD à prix constants (base 2023).

\* Les pays en conflits ont été définis selon la liste « List of Fragile and Conflict-Affected Situations » de la Banque mondiale : <https://thedocs.worldbank.org/en/doc/b3c737c4687db176ec98f5c434dode910090082024/original/FCSListFY25.pdf>.

**6**

**Qui pour prendre le relais des États-Unis ?**

**Quantitativement, la forte réduction de l'aide américaine peut-elle être compensée ?**

Les flux globaux d'APD avaient déjà connu une baisse historique de 7,1% en 2024 (en dollars constants) et selon les prévisions du CAD (avril 2025) pourraient reculer de 9% à 17% en 2025, non seulement en raison des décisions américaines, mais aussi parce que plusieurs autres membres parmi les plus importants du CAD réduisent eux-mêmes leur APD. Cette situation vient casser la dynamique positive de l'aide de ces 25 dernières années. Il est désormais clair que les effets de substitution vont donc être très limités : aucun donneur bilatéral du CAD ne paraît en mesure de compenser significativement le retrait américain, pas plus que les acteurs privés du développement. Au contraire, le retrait américain devrait avoir un effet d'entraînement parmi les pays les plus contraints budgétairement et/ou dont les gouvernements sont les plus sceptiques sur l'aide.

**Faut-il attendre de la Chine qu'elle prenne le relais des États-Unis ?** C'est peu probable. La Chine, outre que la très grande majorité de ses finance-

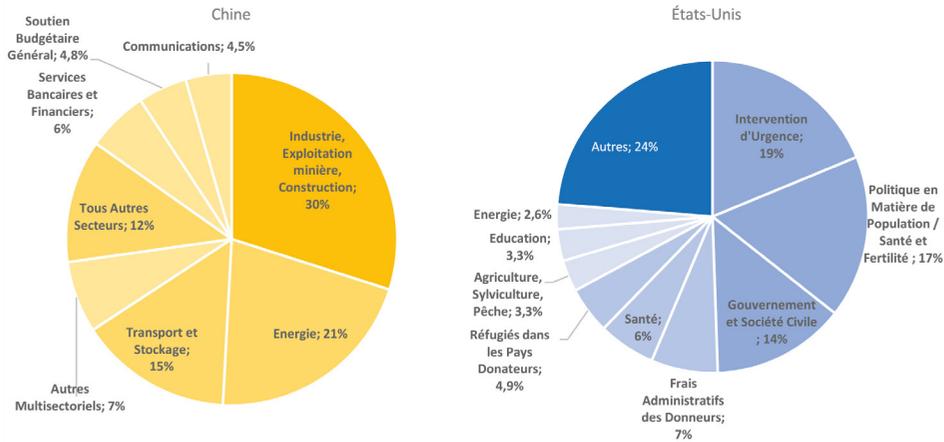
ments sont non concessionnels<sup>8</sup>, est sur une tendance affirmée de réduction de ses flux, en large partie en raison du surendettement de ses débiteurs<sup>9</sup>. En outre, si les financements chinois sont en partie justifiés par une concurrence avec les États-Unis, le retrait américain pourrait ne pas engendrer de substitution, mais au contraire un désengagement de la Chine.

**La réduction et le redéploiement de l'aide américaine risque également d'avoir des effets qualitatifs majeurs sur l'APD et sur son efficacité au regard de son objectif de développement**

D'une part, la volatilité des flux et leur imprévisibilité a généralement des effets négatifs sur leur efficacité<sup>10</sup>, bien documentés dans la littérature<sup>11</sup>. La remise en cause de programme de long terme peut en outre porter atteinte aux acquis.

8. 11,5% des financements chinois vers les pays en développement peuvent être considérés comme de l'APD.  
 9. Voir Plane (à paraître en 2025) sur la Chine dans la dynamique d'endettement de l'Afrique.  
 10. Sauf quand l'aide est contracyclique, c'est-à-dire quand un surplus d'aide permet d'absorber un choc.  
 11. Chauvet et Guillaumont (2009).

**Graphique 2.** Secteurs financés par les États-Unis (USAID) et par la Chine en 2023



Source: AidData (2025) ; Sritharan *et al.* (2025).

Par exemple, dans le domaine de la santé, l'USAID finançait la collecte des données d'enquêtes DHS (Data Health Survey) qui, en renseignant un large éventail d'indicateurs de suivi de l'état de santé de populations de nombreux pays en développement, s'avèrent clés pour mener des politiques publiques de santé pertinentes. L'absence d'actualisation ruinerait les efforts consentis et aurait des effets collatéraux sur l'efficacité de l'aide dans ce domaine. Dans ce même secteur, des programmes comme la *President's Malaria Initiative* et le PEPFAR (programme de lutte contre le VIH/SIDA) seront, eux-aussi, fortement impactés (Barbe, 2025). Dans un article de la BBC, la directrice exécutive de l'ONUSIDA, Winnie Byanyima, affirme que le nombre de décès liés au sida augmentera, d'ici les cinq prochaines années, de 6,3 millions, et ce, si les fonds ne sont pas rétablis. Au Yémen, une dizaine de lieux d'accueil sécurisés (centre de soin, établissement de santé reproductive et de protection) destinés aux femmes et aux filles se sont vus contraints d'être fermés, selon des témoignages récoltés par Amnesty International. Cependant, le secteur de la santé ne sera pas le seul à être durement impacté. *De facto*, une étude de Osendarp *et al.* (2025) illustre les dommages de ces coupes budgétaires sur la sécurité alimentaire. Selon eux, 1 million d'enfants pourraient ne plus avoir accès

aux traitements contre la malnutrition et engendrer 163 000 morts par an.

En outre, les flux de l'USAID transitaient essentiellement par des ONG. Or, les ONG basées dans les pays du CAD constituent le troisième canal le plus important (derrière les Nations unies) en termes d'aide versée, représentant, à elles seules, 13% du total de l'aide mesurée en équivalent-dons. L'attrition des flux de l'USAID pourrait mettre en danger un certain nombre d'ONG américaines et, dans tous les cas, affecter l'efficacité de ces canaux de transmission de l'aide. C'est encore plus vrai pour les ONG locales. Ainsi, la cessation du financement de l'USAID a-t-elle déjà eu des effets directs sur les ONG locales, comme l'illustrent les cas documentés dans l'Extrême-Nord du Cameroun (Dzokom et Kodji, 2025). Ces organisations, fortement dépendantes de l'USAID, ont vu leurs budgets amputés jusqu'à 70%, ceci entraînant des licenciements massifs, la fermeture de programmes essentiels (éducation, santé, sécurité alimentaire), ainsi qu'une réduction drastique du nombre de bénéficiaires. La durabilité des actions menées sur le terrain se trouvent menacée, et le tissu associatif local, fragilisé.

D'autre part, le probable redéploiement de l'aide américaine à la fois géographique et sectoriel de-

**Tableau 4.** Synthèse des principaux secteurs financés par l'USAID dans le monde, l'ASS et les PMA en 2023

Principaux secteurs financés par l'USAID	APD versée monde	APP versée ASS	APP versée PMA
Éducation	1,0	0,3	0,3
Santé	2,7	1,4	1,1
Politique en matière de population/santé et fertilité	3,6	2,2	1,5
Gouvernement et société civile	12,8	0,4	0,4
Agriculture, sylviculture et pêche	1,2	0,5	0,5
Industries manufacturières, extractives, construct	0,0	0,0	0,0
Protection de l'environnement général	0,5	0,1	0,1
Aide alimentaire développementale	0,2	0,2	0,2
Intervention d'urgence	10,1	5,2	6,3
Frais administratifs des donateurs	3,4	0,6	0,6

**Source :** les données proviennent du CRS 2023 (OCDE) et sont exprimées en milliards de dollars. Le tableau présente les principaux secteurs\* que finance l'USAID en 2023 (10 sur 23).

\* Les secteurs ont été : (i) classés selon la liste des codes-objet SNPC et codes identifiants budgétaires volontaires de l'OCDE ; (ii) regroupés par les catégories générales (code CAD finissant par 0).

**8**

vrait privilégier une plus grande prise en compte des intérêts économiques et géopolitiques des États-Unis, fondement même du « *America First* », donc potentiellement au détriment de nombreux pays pauvres et vulnérables dépourvus d'intérêts stratégiques. Comme le souligne Minouche Shafik (2025), « *le pendule est en train de basculer vers l'intérêt personnel, vers une aide purement au profit du donateur* » et Kohnert et Dirk (2025), confirment que cette aide a souvent servi des intérêts géopolitiques et néocoloniaux au détriment d'une croissance durable et autonome. Ceci ne va ainsi pas dans le sens d'une optimisation de son efficacité au regard des objectifs de l'APD (développement et réduction de la pauvreté<sup>12</sup>). Dans ce cas aussi, l'ampleur des effets dépendra de la capacité d'entraînement de la rupture dans l'APD américaine sur celle des autres pays du CAD. Le contexte marqué par une exacerbation des tensions géopolitiques et géoéconomiques laisse présager un effet significatif d'entraînement qui se traduirait par une dégradation importante de l'efficacité de l'aide.

Une hypothèse plausible serait ainsi que la composition sectorielle de l'aide américaine (et, par

capillarité, potentiellement des pays du CAD) se rapproche de celle des financements chinois, alors même qu'elles étaient orthogonales. La part des secteurs sociaux et de l'aide d'urgence serait réduite au profit du financement des infrastructures et des secteurs de production, notamment l'industrie extractive qui présentent des liens plus directs avec l'intérêt des pays donateurs.

**► Conclusion**

Les décisions américaines quant à leur APD auront des effets directs et indirects significatifs sur le volume global de l'aide et sur son efficacité. Même s'il est envisageable que les États-Unis réorientent une partie des budgets coupés vers des finalités servant mieux ce que la nouvelle administration de la Maison-Blanche estime être dans l'intérêt géopolitique américain, une forte réduction de l'aide américaine est attendue. Compte tenu de la structure géographique et sectorielle de l'aide américaine, les pays les plus exposés au retrait américain se trouvent être parmi les plus pauvres et vulnérables et donc parmi ceux qui ont le plus besoin d'assistance.

12. Dreher et al. (2013); Dreher, Eichenauer et Gehring (2016).

Dans les circonstances actuelles, marquées par une montée des contraintes budgétaires des principaux donateurs, il est peu probable que le retrait américain suscite un effort supplémentaire pour se substituer aux États-Unis. Il est au contraire à craindre que les décisions américaines aient un effet d'entraînement négatif sur les autres flux d'APD. À cet effet quantitatif devraient s'ajouter des effets qualitatifs négatifs sur l'efficacité de l'aide, engendrés par une importance croissante des objectifs géostratégiques.

Il est possible, en outre, que ces effets qualitatifs aient également des répercussions quantitatives, le recul de l'efficacité de l'aide – *au sens d'un objectif de réduction de la pauvreté et de l'amélioration des conditions de vies dans les pays les plus pauvres et vulnérables* – renforçant le scepticisme sur ses

fondements, tant du côté des donateurs que des bénéficiaires.

Sans nier les facteurs qui peuvent légitimer parfois la profonde remise en cause de l'outil « APD » par une partie du monde, notamment au Sud, l'Europe pourrait avoir un rôle de leader politique à jouer en s'affirmant comme le dernier promoteur d'une politique de développement renouvelée, mais néanmoins garante de l'objectif de développement des pays les plus pauvres et vulnérables. La conférence de Séville qui s'annonce pourrait être l'occasion, pour l'Europe, d'afficher cette spécificité, mais le chemin emprunté en matière d'aide par certains de ses membres ces derniers mois s'apparentent malheureusement, toute proportions gardées, à celui des États-Unis : contraction des volumes et politisation des interventions.

## ► Annexe

**Tableau 5.** APD versée aux pays en conflits bénéficiaires des différentes agences d'aides américaines en 2023 (milliards d'USD)

Agence d'aide américaine	Équivalent dons	% équivalent dons
African Development Foundation	0,005	0,02 %
Agency for International Development	22,080	94 %
Department of Agriculture	0,077	0,33 %
Department of Commerce	0,000	0 %
Department of Defense	0,029	0,12 %
Department of Energy	0,029	0,12 %
Department of Health and Human Services	0,537	2 %
Department of Labor	0,005	0,02 %
Department of the Treasury	0,002	0,01 %
Department of Transportation	0,000	0 %
Inter-American Development Foundation	0,003	0,01 %
International Development Finance Corporation	0,000	0 %
Millennium Challenge Corporation	0,099	0,42 %
Peace Corps	0,011	0,04 %
State Department	0,718	3 %
Trade and Development Agency	0,005	0,02 %
Total	23,601	100 %

Source : CRS 2023 (OCDE). Les prix sont exprimés en milliards d'USD à prix constants (base 2023).

## ► Bibliographie

- **Amnesty France** (2025) « Crise humanitaire au yémén : des millions de personnes menacées par l'arrêt de l'aide américaine », 24 avril. En ligne : <https://www.amnesty.fr/conflits-armes-et-populations/actualites/crise-humanitaire-au-yemen-arret-aide-americaine>.
- **Barbe R.** (2025) « Coupure de l'aide américaine : quelles conséquences et comment agir? », *Mieux donner*. En ligne : <https://mieuxdonner.org/coupure-de-laide-americaine-queles-consequences-et-comment-agir/>.
- **Chauvet L., Guillaumeont P.** (2009) « Aid, Volatility, and Growth Again: When Aid Volatility Matters and When it Does Not », *Review of Development Economics*, vol. 13 (issue 3), pp. 452-463.
- **Dreher A., Klasen S., Vreeland J. R., Werker E.** (2013) « The Costs of Favoritism: Is Politically Driven Aid Less Effective? », *Economic Development and Cultural Change*, vol. 62 (issue 1), pp. 5791. DOI : <https://doi.org/10.1086/671711>.
- **Dreher A., Eichenauer V. Z., Gehring K.** (2016) « Geopolitics, Aid, and Growth: The Impact of UN Security Council Membership on the Effectiveness of Aid », *The World Bank Economic Review*, juillet, lhwo37. DOI : <https://doi.org/10.1093/wber/lhwo37>.
- **Dzokom A., Kodji E.** (2025) « Impacts of the Cessation of Usaid Subsidies to Ngos: Case of Ngos in the Far North of Cameroon ». En ligne : <https://hal.science/hal-05004043/>.
- **Escobar B., Malik A. A., Zhang S., Walsh K., Joosse A., Parks B. C., Zimmerman J., Fedorochko R.** (2025) « Power Playbook: Beijing's Bid To Secure Overseas Transition Minerals », *Aid-Data Policy Report*, 28 janvier. En ligne : <https://www.aiddata.org/publications/power-playbook-beijings-bid-to-secure-overseas-transition-minerals>.
- **Financial Times** (2025) « Transcript: What Future for Aid and Development? with Minouche Shafik », 28 février. En ligne : <https://www.ft.com/content/9b4b6683-aa98-45e5-9917-b605b855ae2c>.
- **Fortinsky S.** (2025) « Marco Rubio: US walking away from 'foreign aid that is dumb' », *The Hill*, 10 février 2025. En ligne : <https://thehill.com/homenews/administration/5137300-marco-rubio-dumb-foreign-aid/>.
- **Guillaumeont P., Boussichas M., Dsouza A.** (2023) « The Evolution of Aid Conditionality: A Review of the Literature of the Last Twenty Years », *EBA Working Paper* September 2023.
- **Hayes C.** (2025) « USAID: Judge blocks Trump plan to put thousands of USAID staff on leave », *BBC*, 8 février 2025. En ligne : <https://www.bbc.com/news/articles/cdd9p8g405no>.
- **Kenny C., Sandefur J.** (2025 a) « New Estimates of the USAID Cuts », Center for Global Development, 20 mars. En ligne : <https://www.cgdev.org/blog/new-estimates-usaid-cuts>.
- **Kenny C., Sandefur J.** (2025 b) « USAID Cuts: New Estimates at the Country Level », Center for Global Development, 26 mars. En ligne : <https://www.cgdev.org/blog/usaid-cuts-new-estimates-country-level>.
- **Kohnert D.** (2025) « Aid in Retreat: The Impact of US and European Aid Cuts on Sub-Saharan Africa ». En ligne : <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/124654/>.
- **Laub K., Setiabudi N., Dwyer S., Barter E., Smole E., Welch Z.** (2025) « The Budget Cuts Tracker », *Donor Tracker*, 28 mai. En ligne : <https://donortracker.org/publications/budget-cuts-tracker#how-much-is-oda-projected-to-fall-in-2025-and-2026>.
- **Leal C.** (2025) « The USAID Collapse: What It Means for Global Humanitarian Aid and How Canada Must Respond », 21 février. Consulté sur le site d'Oxfam Canada : <https://www.oxfam.ca/story/the-usaid-collapse-what-it-means-for-global-humanitarian-aid-and-how-canada-must-respond/>.
- **Mbah R. E., Hardgrave C. M., Mbah D. E., Nutt A., Russell J. G.** (2025) « The Impact of USAID Budget Cuts on Global Development Initiatives: A Review of Challenges, Responses, and Implications », *Advances in Social Sciences Research Journal*, vol. 12 (issue 4), pp. 219232. DOI : <https://doi.org/10.14738/assrj.1204.18681>.

- **Osendarp S., Ruel M., Udomkesmalee E., Tessema M., Haddad L.** (2025) «The Full Lethal Impact of Massive Cuts to International Food Aid», *Nature*, vol. 640 (8057), pp. 3537. DOI: <https://doi.org/10.1038/d41586-025-00898-3>.
- **Plane P.** (à paraître en 2025) «La Chine dans son rapport à l’Afrique : entre partenariat stratégique et piège de la dette», *Ferdi Document de travail*.
- **Ruth C.** (2025) «USAID’s history shows decades of good work on behalf of America’s global interests, although not all its projects succeeded [L’histoire de l’USAID montre des décennies de bon travail au nom des intérêts mondiaux de l’Amérique, bien que tous ses projets n’aient pas été couronnés de succès]», *The Conversation*, 5 mars. En ligne: <https://theconversation.com/usaid-history-shows-decades-of-good-work-on-behalf-of-americas-global-interests-although-notall-its-projects-succeeded-249337>.
- **Spear J.** (2016) «The Militarization of United States Foreign Aid», in Brown S., Gravingholt J. (éds), *The Securitization of Foreign Aid*, Palgrave Macmillan UK, pp. 18-41. DOI: [https://doi.org/10.1007/978-1-137-56882-3\\_2](https://doi.org/10.1007/978-1-137-56882-3_2).
- **Custer S., Burgess B., Sritharan N.** (2025) «Into the Breach: Will China Step Up as the U.S. Retreats on Global Development?», *AidData Policy Brief*, 4 mars. En ligne: <https://www.aiddata.org/publications/into-the-breach-will-china-step-up-as-the-u-s-retreats-on-global-development>.



Créée en 2003, la **Fondation pour les études et recherches sur le développement international** vise à favoriser la compréhension du développement économique international et des politiques qui l'influencent.



### Contact

[www.ferdi.fr](http://www.ferdi.fr)

[contact@ferdi.fr](mailto:contact@ferdi.fr)

+33 (0)4 43 97 64 60

n° ISSN : 2275-5055

Directeur de la publication : Patrick Guillaumont

